

# LA PRESSE EN REVUE...



**LUNDI 14 AVRIL 2014**

## SOMMAIRE

- 1) Elle est dans la...
- 2) Qu'en pensent les...
- 3) p'têt ben qu'oui, p'têt ben qu'non
- 4) Il n'a rien compris
- 5) Le « number one »
- 6) Elle progresse
- 7) Ils veulent des vrais...
- 8) Le patronat le presse !



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) «La vraie gauche est dans la rue»



La tête du cortège, samedi à Paris, entre la Place de la République et Nation. (AFP)



## **Venus à l'appel de plusieurs partis de la gauche radicale, des dizaines de milliers de manifestants ont réclamé à Paris une politique de rupture.**

Place de la République, la Marianne de bronze est recouverte de drapeaux du Front de gauche. L'allégorie de la Liberté a les yeux bandés d'un foulard rouge et le corps recouvert par une grande banderole : «Hollande ça suffit !» Il est 14 heures, une odeur de barbecue et de grillades embaume la place sur laquelle se rassemblent plusieurs milliers de manifestants. Banderoles, pancartes et stickers sont distribués. Peu à peu le cortège prend forme et marche «contre l'austérité, pour l'égalité et le partage des richesses» en direction de la place de la Nation.

Dans le carré de tête, les figures affichent un large sourire et avancent derrière une banderole large comme un boulevard. «Je n'ai pas les chiffres, mais c'est manifestement un très grand succès», sourit Pierre Laurent, secrétaire national du parti communiste. «C'est un front du peuple qui se constitue», ajoute Jean-Luc Mélenchon, co-président du parti de gauche et candidat aux élections européennes. Entre les deux têtes du Front de gauche, s'est glissé Alexis Tsipras. Le leader du principal parti grec d'opposition et candidat de la gauche européenne à la présidence de la Commission entame la manifestation avec ses «camarades» français. Il ne restera pas longtemps. Le cortège avance.

### **«50 000 ou même 100 000 personnes»**

Si les drapeaux du Front de gauche et de ses deux composantes (le PCF et le Parti de gauche) dominent largement, deux figures du NPA sont aussi présents en tête de cortège : Philippe Poutou et Olivier Besancenot. Des syndicats et des associations défilent également. Des intermittents aux personnels hospitaliers, en passant par l'association Attac ou le réseau éducation sans frontières. «C'est toute la gauche, la vraie gauche qui est dans la rue», défend une manifestante venue crier ses convictions. Les syndicats sont aussi de la partie. Même si aucune fédération nationale n'a appelé à défilé aujourd'hui, des fédérations de la CGT, de Solidaires, FSU ou Sud ont pris place dans le cortège. « Il y a du monde. On entend 50 000 ou même 100 000 personnes.

C'est sûrement exagéré mais ça fait du bien », admet Philippe Poutou, responsable du NPA. La police comptera 25 000 personnes.

### **«Envoyer Valls'er l'austérité»**

«Faire un cadeau de 50 milliards au patronat et au Medef, ce n'est pas digne d'un gouvernement socialiste !», peste un militant communiste venu du Jura. La politique du président Hollande et la ligne «droitière» de Manuel Valls nourrissent la colère des manifestants. Il faut «envoyer Valls'er le gouvernement PS-Medef» ou «envoyer Valls'er l'austérité», lit-on sur des pancartes. «Aujourd'hui, c'est le départ d'un rassemblement pour dire, ensemble, qu'on ne veut pas de la politique de François Hollande. Le peuple dit non !», ajoute Pierre Laurent.

Dans le cortège, on retrouve Liêm Hoang Ngoc, cadre du parti socialiste et député européen socialiste. Il est présent pour traduire son opposition «à ces politiques d'austérité qui ne mènent nulle part». Ou même quelques drapeaux de militants d'Europe écologie - Les Verts.

### **Nation, carrefour de l'Europe**

Cette manifestation est aussi l'occasion pour le Front de gauche de se lancer bruyamment dans la course aux européennes. A l'avant du cortège, les têtes de liste sont présentes. «Bien sûr qu'on souhaite que ce mouvement se traduise dans les urnes le 25 mai», admet Pierre Laurent. Mais si le NPA marche aujourd'hui aux côtés du Front de gauche, il fera campagne seul. «Les élections européennes, ce sera dur pour nous, admet Philippe Poutou. On ne s'entend pas avec le Front de Gauche. On sera marginalisé et on fera un petit score mais on sera là.» Du côté du Front de gauche, on rêve d'un score à deux chiffres et de doubler le nombre de députés européens de la gauche européenne.

liberation.fr- Anthime VERDIER

## II) Austérité, Valls, Désir, régions : ce qu'en pensent les Français

Obs

Par Le Nouvel Observateur avec AFP

**Ont-ils apprécié le discours du Premier ministre ? Sont-ils prêts à faire des efforts ? A accepter la fusion des régions ? Les réponses des instituts de sondages.**



Manuel Valls lors de son discours de politique générale à l'Assemblée nationale, le 8 avril 2014 (LCHAM/SIPA).  
LCHAM/SIPA

L'actualité de la semaine a été riche. Le discours de politique général du Nouveau Premier ministre Manuel Valls suscite des interrogations : faut-il poursuivre les efforts budgétaires au même rythme ? Supprimer les départements et fusionner les régions ? Que penser de la nomination du Premier secrétaire du Parti socialiste Harlem Désir au gouvernement après la défaite de la majorité aux municipales ? Les instituts de sondage ont interrogé des "échantillons représentatifs", et publient des éléments de réponse samedi 12 avril.

### Manuel Valls convaincant

Un peu plus de la moitié (55%) des Français estiment que le Premier ministre Manuel Valls dans son discours de politique générale tenu mardi à l'Assemblée nationale a été convaincant, selon un sondage (1) de BVA publié samedi 12 avril par "Aujourd'hui en France"/"Le Parisien" et iTélé-CQFD. Selon cette étude, 47% l'ont trouvé "plutôt convaincant" et 8% "tout à fait convaincant". A l'opposé, 30% l'ont trouvé "plutôt pas convaincant" et 11% "pas du tout convaincant". Le sondage montre que 77% des sympathisants de gauche ont trouvé Manuel Valls

convaincant et 36% des sympathisants de droite. Six Français sur 10 pensent toutefois que Manuel Valls sera "plutôt pas efficace" pour réduire le chômage et 56% doutent de son efficacité pour "permettre plus de justice sociale". Près des deux-tiers des Français (63%) pensent "que la politique de la France sera avant tout définie par François Hollande" contre 32% qui pensent qu'elle le sera par le Premier ministre.

Selon un sondage LH2 pour "Le Nouvel Observateur" publié vendredi 11 avril, Manuel Valls fait même désormais 62% de satisfaits. Le Premier ministre a gagné 6 points de popularité en une semaine.

### Pour une nouvelle carte de France

Une majorité de Français (60%) sont favorables à la suppression des départements et une même proportion se dit prête à la réduction de moitié des régions, après les annonces la semaine dernière du Premier ministre Manuel Valls, selon un sondage Ifop (2) pour "Sud Ouest Dimanche". L'institut relève que, concernant la fusion des départements avec les régions, l'opinion a connu un "renversement complet" puisqu'une précédente enquête de l'Ifop, réalisée en octobre 2008 alors que la droite était au pouvoir, révélait que 59% des personnes sondées étaient opposées à cette mesure. Globalement, la suppression des départements est majoritairement approuvée, indépendamment des sympathies politiques, souligne encore l'Ifop, même si elle reçoit une approbation plus large de la part des sympathisants PS: 73% contre 63% pour les sympathisants UMP (contre respectivement 29% et 51% en 2008). Les habitants des communes rurales sont eux aussi favorables à la réduction du "millefeuille" administratif, mais de façon moins large: 51% approuvent ainsi la suppression des départements et 54% la réduction des régions de 22 à 11, note l'institut de sondages. La question du déficit public, omniprésente depuis 2008 et celle du coût, souvent pointé, du maillage territorial et des "doublons administratifs" ont "sans doute fortement contribué à ce retournement des mentalités", qui semble désormais prête au "big bang territorial", y compris en ce qui concerne la réduction du nombre de conseils régionaux, analyse l'Ifop.



## Prêts à faire des efforts budgétaires

Quelque 54% des Français se disent prêts à faire personnellement des efforts pour redresser les comptes du pays, selon un sondage Ifop (3) à paraître pour "Dimanche Ouest France". Cette proportion était de 44% en novembre 2013, note l'institut de sondage. Parmi les personnes interrogées, seulement 42% des sympathisants du Front de Gauche et 47% de ceux du Front National seraient prêts à ces efforts, contre 60% des sympathisants UMP et 74% de ceux du PS. Depuis novembre 2013, l'acceptation des efforts de la part des ouvriers a augmenté de 28 points et celle des employés de 13 points. En revanche, celle des professions intermédiaires n'a progressé que de 3 points tandis que celle des professions libérales et des cadres supérieurs reculait d'un point.

## Contre la nomination d'Harlem Désir

Plus de trois Français sur quatre désapprouvent la nomination du premier secrétaire du PS Harlem Désir comme secrétaire d'Etat aux affaires européennes, et seulement 35% connaissent son probable successeur Jean-Christophe Cambadélis, selon un sondage BVA (4) pour iTélé-CQFD publié samedi. A la question "approuvez-vous la nomination de Harlem Désir comme secrétaire d'Etat au sein du gouvernement", 79% des personnes interrogées répondent par la négative, 16% approuvent et 5% ne se prononcent pas. La désapprobation est particulièrement élevée parmi les sympathisants de droite, avec 95%, contre 3% qui approuvent et 2% qui ne se prononcent pas. Même les sympathisants du PS sont 61% à désapprouver cette entrée au gouvernement du chef du parti, contre 35% qui approuvent et 4% qui ne se prononcent pas. 83% des personnes interrogées jugent qu'Harlem Désir a été un mauvais chef de parti, contre 11% qui estiment que son bilan était "plutôt bon", 6% ne se prononçant pas. Pour 46% il était "un très mauvais premier secrétaire" du PS, 37% le qualifiant de "plutôt mauvais". Parmi les personnes déclarant connaître Jean-Christophe Cambadélis suffisamment pour exprimer une opinion, 52% approuvent sa nomination comme premier secrétaire du PS, 39% désapprouvent, 9% ne se prononcent pas.

## III) Les chevènementistes donnent à Valls le "bénéfice du doute"

INTERVIEW - Le nouveau gouvernement, composé de membres du PS et du Parti radical de gauche, n'est pas ouvert au MRC de Jean-Pierre Chevènement. Son président, Jean-Luc Laurent, par ailleurs député-maire du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne), explique qu'il n'a rien réclamé et que ses troupes voteront "sur pièces" les projets de la majorité.



Jean-Luc Laurent, président du MRC, rappelle que son parti est libre dans la majorité. (Maxppp)

**Le Mouvement républicain et citoyen (MRC) compte trois députés, dont vous-même, et un sénateur, qui siègent tous avec la majorité. Auriez-vous été intéressé pour entrer au gouvernement?**

Le MRC avait été sollicité en 2012 pour entrer au gouvernement, nous avons décliné pour garder notre liberté au sein de la majorité. Une liberté que nous avons par exemple manifesté sur la question de la réorientation de la construction européenne. Nous avons voté contre le traité européen négocié par Nicolas Sarkozy que Jean-Marc Ayrault avait demandé d'adopter tel quel. Aujourd'hui comme hier, le MRC n'est donc pas intéressé pour entrer au gouvernement.

### Manuel Valls vous a-t-il tout de même proposé un poste?

J'ai été consulté par le Premier ministre. Je l'ai eu au téléphone et nous nous sommes parlé à l'Assemblée nationale. Il m'a demandé quelles étaient nos attentes, je lui ai répondu qu'elles étaient politiques et que la question des postes ne nous intéressait pas. Il n'a donc rien proposé. J'ai insisté sur la réorientation de l'Europe, condition sine qua non à la réussite de ce quinquennat, et sur l'euro fort, qui plombe notre productivité. Je connais bien Manuel Valls, nous sommes tous les deux élus d'Ile-de-France. Il était venu à notre université d'été en septembre dernier, sur mon invitation.

## **Avez-vous hésité à voter la confiance au nouveau gouvernement?**

J'avais indiqué à Manuel Valls que notre vote n'était pas acté, que l'on jugerait sur pièces. Après l'avoir entendu, nous avons décidé de lui accorder la confiance, au bénéfice du doute. Il a porté un ton nouveau, un message plus volontariste sur l'Europe et sur le rapport à l'Allemagne. Cela témoigne d'un euro-réalisme qu'il convient désormais de traduire en actes. Sa déclaration était aussi intéressante sur sa volonté affichée d'apaisement quant aux questions sociétales et aux rythmes scolaires. En revanche, nous sommes en désaccord sur la réduction du nombre de régions et sur la disparition des départements, qui sont un socle de la République.

## **Voterez-vous en faveur de tous les textes portés à l'Assemblée nationale par l'exécutif?**

Demain comme hier, nous pouvons voter contre un texte. Nous sommes critiques. Nous bénéficions au sein du groupe socialiste républicain et citoyen de la liberté d'expression et de vote depuis les législatives de juin 2012. Nous déciderons donc sur pièces, projet de loi par projet de loi.

## **Qu'avez-vous pensé du remaniement?**

La nomination d'un ancien ministre des Affaires européennes de Nicolas Sarkozy [Jean-Pierre Jouyet, ndlr] au poste de secrétaire général de l'Élysée est une erreur. Cela incarne une continuité là où il faudrait une rupture. Le rapatriement à l'Élysée du secrétariat général des Affaires européennes, qui était auparavant la charge de Matignon, m'inquiète aussi.

Olivier Faye - le|DD.fr

## **IV) « Hollande n'a rien compris à la raclée qui a été infligée au PS »**

Le Monde.fr



Réduire les dépenses et aider les entreprises, appliquer la transition énergétique et supprimer les départements... décryptage des annonces de M. Valls, qui a obtenu la confiance des élus. | Reuters/CHARLES PLATIAU

Beaucoup de militants socialistes sont « déçus » par le remaniement ministériel finalisé le 9 avril avec la nomination de quatorze secrétaires d'État. Parmi ceux qui ont répondu à l'appel à témoignages lancé jeudi 10 avril par Le Monde.fr, une grande majorité ont voulu exprimer leur désapprobation et leur inquiétude.

Seuls quelques-uns s'y sont dit optimistes et satisfaits par les choix du nouveau tandem à la tête de l'exécutif, à l'instar de M. Fournereau (58 ans), qui estime que c'est une « excellente équipe », ou de Pierre Bazin (70 ans, Auxerre), pour qui Manuel Valls a des positionnements « justes », notamment en matière d'immigration.

## **LE PARTI EST « SCLÉROSÉ »**

Parmi les sujets d'insatisfaction, il y a le sentiment que ce remaniement est « trop léger ». Henri Guérin, secrétaire de section de 33 ans dans l'Aube, explique que ce remaniement est perçu par les militants comme inachevé. Ils sont satisfaits de la réduction du nombre de ministres, mais estiment que MM. Valls et Hollande auraient pu aller encore plus loin : « environ vingt personnes et c'est tout ». Surtout, ils espéraient plus de nouvelles têtes et notamment dans la nouvelle génération du PS : « ils en ont marre de voir toujours les mêmes têtes », explique-t-il.

Au niveau du « casting », une grande partie des militants qui ont répondu à cet appel à témoignages semble se réjouir du départ d'Harlem Désir, comme Cyrille Rontard (42 ans, Lyon). Ce militant du PS depuis 2002 explique que le parti est « sclérosé » depuis son arrivée à la tête du PS : « Depuis qu'il est à Solférino, le débat est mort. »

Une grande partie des militants a tenu à donner son opinion sur le choix de Manuel Valls. Le



nouveau premier ministre ne laisse pas indifférent et paraît très clivant au sein du PS. Sa personnalité est louée par certains, comme Morgan A. : « Bien que n'étant point partisan de la ligne Valls en matière économique », cet étudiant parisien de 21 ans voit d'un « bon œil » le choix du « dynamique et combatif » Manuel Valls pour le poste de premier ministre, qui, contrairement à Jean-Marc Ayrault, maîtrise la communication politique et saura « insuffler un second souffle au quinquennat ».

### « LA GAUCHE FAIT CE QUE LA DROITE A HÉSITÉ À FAIRE »

D'autres, comme Alice Dufournil (45 ans), membre d'une section du PS dans les Landes, se focalisent davantage sur le positionnement politique de M. Valls. Le sentiment général, explique-t-elle, est « la consternation ». Manuel Valls aurait plus « sa place dans un parti de droite qu'au PS ». Le choix de M. Hollande montre qu'il « n'a rien compris à la raclée qui a été infligée au PS » aux municipales. Alors que les électeurs de gauche ont manifesté, par leur abstention, un profond désaccord avec les choix opérés par M. Hollande depuis son arrivée à l'Élysée, explique-t-il, le président de la République croit, à l'inverse, que « les Français lui ont signifié son manque d'explication et leur hâte de voir plus rapidement s'imposer ses décisions et ces reniements de droite », déplore-t-il.

« On a l'impression que l'Élysée ne voit qu'un problème de communication sans se poser la question de la ligne suivie qui pourtant non seulement ne convainc pas mais surtout ne réussit pas sur le front économique ! », déplore Benjamin Tubiana (28 ans, militant dans les Bouches-du-Rhône). « La politique menée depuis 2012 est difficile à avaler pour les socialistes (...). J'aurais aimé que le président saisisse l'occasion [de ce remaniement] pour revenir aux fondamentaux de la gauche : la défense des salarié·e·s, la redistribution, la réforme fiscale. »

« Comment peut-on choisir le socialiste le moins socialiste à la tête du gouvernement » dans ce contexte post-électoral et l'abstention de l'électorat de gauche, se demande, lui aussi, Bryan Defer (21 ans, Asnières-sur-Seine). Le choix n'est pas le bon, estime-t-il. Au contraire, « les militants PS et notre électorat souhaitent une réorientation de la ligne politique vers une politique plus sociale ».

« Comme beaucoup de camarades », depuis le dernier remaniement « et surtout le discours de politique général qui l'a suivi », Hadrien (23 ans), militant du PS à Paris depuis 7 ans, ne se « sent plus représenté par ce gouvernement » qui « incarne exactement dans son orientation ce que nous disions combattre il y a encore trois ans ». « Finalement, on a le sentiment que le terme de socialisme tend à devenir une coquille vide, ajoute Thomas Guilbert (22 ans, étudiant, Dunkerque). En effet, aucun marqueur idéologique de gauche n'a été avancé lors du discours de politique générale. »

Cette évolution de la ligne politique du parti pousse Guillaume (36 ans, région lyonnaise), militant depuis huit ans, à rendre sa carte du PS. « Tout ce en quoi nous croyions est petit à petit abandonné par ce gouvernement, dit-il. François Hollande a été élu pour engager une politique de rupture avec le néolibéralisme de Sarkozy et il poursuit la même politique économique qui échoue en ce moment partout en Europe. Nommer Manuel Valls (dont les idées sont ultra-minoritaire au Parti, 5,6 % à la primaire) à la tête du gouvernement est un symbole très fort : le PS est maintenant un parti de centre-droit néolibéral comme les autres (MoDem, UDI...). Je rends donc ma carte et je vais prendre un peu de recul. Je pense me remettre à militer mais dans un parti qui ne renie pas les fondements mêmes de la gauche. »

### INQUIÉTUDES

« Nous n'avons plus beaucoup d'idées fortes de gauche et les électeurs nous le rendent bien, explique Annie Gérardin (64 ans). Cette colistière d'Adeline Hazan à Reims dresse un portrait très noir de son parti dans lequel « la communication politique a remplacé la politique, les militants sont devenus de petites mains n'exerçant plus qu'un devoir d'obéissance, les idées se sont affadiées, le réel a remplacé l'idéal, le pragmatisme et le renoncement se sont installés. Le Front national remplit les vides que nous avons laissés et ça c'est vraiment désespérant », s'inquiète-t-elle. Cette crainte des prochaines échéances électorales est partagée par beaucoup d'entre eux.

Militant dans la section d'Avignon et membre du conseil fédéral du Vaucluse, Guilhem Maistre (50 ans, Avignon), se dit choqué par « l'irresponsabilité qui a présidé au jeu de chaises musicales entre MM. Désir et Cambadélis.



Comment pouvons-nous encore être crédibles ? », s'interroge ce militant qui prédit une « gifle aux européennes » et la perte du Sénat. « Nous attendons avec inquiétude les européennes, les Français que nous rencontrons sont en rage », explique Alice Dufournil (45 ans), membre d'une section du PS dans les Landes.



Philippe Euzen  
Journaliste

## V) Valls trois fois plus populaire que Hollande

Par L'EXPRESS.fr

**Le président Hollande ne rassemble que 18% de satisfaction contre 58% pour Manuel Valls, selon un baromètre JDD/Ifop. C'est le plus grand écart constaté sous la Ve République, hors période de cohabitation.**



François Hollande et Manuel Valls le 4 avril 2014 à l'Élysée pour le premier conseil des ministres du nouveau gouvernement

[afp.com/Alain Jocard](http://afp.com/Alain%20Jocard)

Si on exclut les périodes de cohabitation, un tel écart entre les cotes de popularité d'un président et d'un Premier ministre n'a jamais été enregistré sous la Ve République. Le baromètre JDD/Ifop révèle ce dimanche que 40 points séparent François Hollande de Manuel Valls dans leur cote de popularité.

Même en changeant de gouvernement après les municipales catastrophiques, François Hollande continue de perdre en popularité. Sa cote de popularité a chuté de cinq points en avril, à 18%, le plus bas niveau jamais atteint depuis deux ans.

Président le plus impopulaire de la Ve République, François Hollande n'était jamais

tombé si bas, ses derniers plus mauvais scores étant les 20% enregistrés en novembre 2013 puis de nouveau en février 2014. Le mois dernier, sa cote de popularité s'était légèrement redressée à 23%, toujours selon ce baromètre.

## Premier ministre le plus populaire en début de mandat

Quant à Manuel Valls, testé pour la première fois en sa qualité de Premier ministre, ses 58% font de lui le chef de gouvernement le plus populaire en début de mandat (en prenant en compte les scores à leurs débuts des "deuxièmes" chefs de gouvernement d'un mandat présidentiel).

A titre de comparaison, Dominique de Villepin en juin 2005 enregistrait un indice de popularité de 44%, et Laurent Fabius de 29% en août 1984. Celui-ci venait alors de succéder au premier Premier ministre de François Mitterrand, Pierre Mauroy.

L'écart de popularité entre les deux têtes de l'exécutif constitue donc un record, à 40 points. Le plus important jusqu'alors était le différentiel de 21 points enregistré entre Nicolas Sarkozy (37) et François Fillon (58) en mars 2008.

## 44% de mécontents à très mécontents pour Hollande

Dans le détail, 2% des sondés se disent "très satisfaits" de François Hollande comme président de la République (chiffre inchangé par rapport à mars), et 16% "plutôt satisfaits" (-5), tandis que 44% se disent "plutôt mécontents" (+6) et 38% "très mécontents" (idem). 0% ne se prononce pas.

Quant au Premier ministre, quelques jours après son installation à Matignon le 1er avril, 5% se disent "très satisfaits", 53% "plutôt satisfaits", 23% sont "plutôt mécontents" et 12% "très mécontents". 7% ne se prononcent pas.

Etude réalisée par téléphone du 4 au 12 avril auprès d'un échantillon de 1.909 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas).

## VI) Nadine Morano : "Les Le Pen se servent du Parlement européen comme d'une PME"

Le Point.fr

**La chef de file UMP aux élections européennes estime que Marine Le Pen "n'apporte rien" au Parlement**



Nadine Morano est la chef de file de l'UMP aux élections européennes. © BERTRAND GUAY / AFP

Source AFP

Nadine Morano, chef de file UMP aux élections européennes, a accusé dimanche Marine et Jean-Marie Le Pen, eurodéputés FN, de se servir du Parlement européen comme d'"une PME" où l'on vient "chercher de l'argent".

Sur RCJ, l'ex-ministre du gouvernement Fillon a affirmé ne pas croire au "succès du FN aux européennes". Le président d'honneur du Front national "Jean-Marie Le Pen est là depuis quasiment trente ans. Qu'a-t-il apporté à l'Union européenne ? Rien. Qu'apporte Marine Le Pen à part ses absences ? Rien", a tranché Nadine Morano.

**"Ils viennent au Parlement chercher de l'argent"**

"Les Le Pen se servent du Parlement européen comme d'une affaire familiale, c'est une PME pour eux. Ils viennent y chercher de l'argent, mais ils ne viennent pas y travailler", a poursuivi la responsable UMP.

Tête de liste aux européennes dans la

circonscription Est, elle a promis qu'elle serait "un parlementaire assidu, comme (elle l'a) été au Parlement français".

lepoint.fr

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)



## VII) Des électeurs de gauche en quête de vrais changements

Joseph Korda, avec Audrey Laussouarn (Villejuif), Éva Sala (Limoges)  
et Bruno Vincens (Toulouse)(Toulouse)



Ils habitent Limoges, Toulouse ou Villejuif. Ils ont le cœur à gauche mais leur cité est passée à droite. Entre colère dans les urnes et espoir à reconstruire, leur message au nouveau gouvernement.

La première cause invoquée pour expliquer ce basculement à droite ? «Un vote sanction des Limougeauds à l'encontre d'Alain Rodet, confortablement installé dans le fauteuil de maire depuis vingt-quatre ans, explique Christian, un militant socialiste engagé depuis deux décennies. Limoges a fonctionné sur ses acquis, avec un réseau bien en place et un système politique en autarcie qui ne laissait entrer personne et muselait totalement la droite. Il n'y avait pas d'interaction entre le local et le national sur les décisions prises au gouvernement pour une application locale. Les habitants n'avaient aucune explication, jamais. Alors, ceux qui votaient traditionnellement à gauche se sont sentis exclus, abandonnés, méprisés. Et malgré des attentes fortes, ça a fait naître en eux un sentiment de rejet vis-à-vis du Parti socialiste en général et de son chef en particulier.» Une autre raison de ce revers politique local (qui s'est joué à 600voix) est

avancée. «Cette défaite reflète un désarroi et un malaise ambiant de la population face à la politique de Hollande, ajoute Christian. De fait, à Limoges, de nombreux socialistes ont préféré s'abstenir plutôt que de voter communiste. Et de leur côté, beaucoup de sympathisants du Front de gauche sont restés chez eux plutôt que d'aller voter socialiste.» Jacques, un militant de gauche à la retraite, «produit de l'éducation populaire», va plus loin. Certains travers du PS ont, selon lui, fini de détourner, voire de «dégouter» les Français. «C'est cette infâme politique de communication, déjà en vigueur sous Sarkozy et allégrement poursuivi par Hollande et Ayrault. Et maintenant Valls. Chaque jour, on médiatise une affaire sordide ou on vedettarise un politicien, ce qui permet de cacher les problèmes de fond et de faire passer des lois à notre insu. C'est juste insupportable !» s'emporte-t-il.

Depuis la nomination du nouveau premier ministre à Matignon comme unique réponse au désamour des Français, les militants semblent redoubler d'agacement. «La nomination de Valls m'inspire de la crainte. C'est un message de continuité de la politique d'austérité, regrette ainsi



Coline, une militante communiste toulousaine. On n'a pas tiré les bonnes leçons de l'échec de la gauche aux municipales. D'ailleurs, beaucoup n'ont pas voté, c'est un signe.» Pour Émilie Teyssède, militante à Osez le féminisme, l'analyse de ce nouveau gouvernement est sévère : «Il n'y a plus de ministère dédié aux droits des femmes. C'est une régression. De plus, on assiste à une répartition genrée des portefeuilles. Les ministères régaliens, à l'exception de la justice, sont attribués à des hommes.» Guy, un ancien syndicaliste CGT et acteur de la lutte des Molex, ne dit pas autre chose : «Sa nomination ne m'inspire rien de bon. On a viré Sarko, mais Valls lui ressemble beaucoup. Quand la soupe est mauvaise, ça ne sert à rien de changer la casserole.» Selon lui, la méthode n'a pas changé. «Vendredi, je suis allé soutenir les salariés de Nutribio à Montauban en grève pour leurs salariés, et les CRS nous ont virés !» Sur les terres limousines, Christian Audouin, conseiller régional communiste, tente de traduire politiquement ce malaise : «Le choix de Manuel Valls marque, de la part de Hollande, une fuite en avant dans sa stratégie de renoncement à ses engagements de campagne. En outre, je pense qu'en rajoutant, via Valls, des options à droite, Hollande caresse l'ambition de mater les résistances du mouvement social.»

## Les électeurs se sentent trahis

Jacques, lui, se met à regretter le temps des utopies. «La gauche n'en a plus. C'est pourtant ce qui fait bouger les individus, les utopies, mais aussi l'espoir, le rêve d'un lendemain meilleur pour se projeter vers un avenir plus certain, assure-t-il. Mais à gauche, PS en tête, on ne parle plus de luttes ou de résistances sociales, mais plutôt de gestion, d'aménagement, de libéralisme et de capitalisme financier.» Et cette situation confuse engendrerait, dans le meilleur des cas, des votes blancs. «Les électeurs sont désabusés face à des partis qui ne se distinguent plus. Au mieux, ils votent blancs, ou ils vivent à droite, voire pire, au Front national.» Même sentiment de trahison et de rejet pour Françoise, une professeure de français dans un collège limougeaud. «Avec l'arrivée de Hollande, on nous avait promis que les choses s'arrangeraient malgré la crise. Moins de chômage, des impôts revus à la baisse, une meilleure prise en charge des dépenses de santé, plus de solidarité.» Selon elle, le gouvernement s'est inscrit dans un «étrangement des classes moyennes qui ont vu,

pour la majorité, leurs impôts augmenter de 30% en trois ans». Quant aux classes les moins aisées, «on saupoudre leurs prestations de hausses infimes qui les plongent finalement dans une situation de précarité extrême», déplore l'enseignante, qui juge démagogique l'arrivée du successeur de Jean-Marc Ayrault à Matignon : «J'ai le sentiment que Hollande se sert de la popularité de Valls pour colmater les brèches.» Une stratégie qui pourrait coûter cher au final, comme prévient Jean-Louis, sympathisant de gauche : «Hollande poursuit le boulot de Sarkozy et semble en être fier. Mais une telle stratégie sert le FN. Je crains d'ailleurs qu'à l'occasion des européennes, le vote sanction ne fuse de nouveau-

## Un sentiment de déclassement

Quand ils ont perdu Villejuif, les militants communistes ont remercié –ironiquement– Hollande. «Beaucoup d'électeurs se sentent désabusés et se sont dit qu'ils essaieraient bien autre chose», explique Jacotte. Flore, une autre militante, se raccroche à la marche contre l'austérité du 12 avril pour réaffirmer que, malgré ce revers électoral, «Villejuif est bien une ville de gauche». Pauvreté, chômage, manque de logements... Ici, dans l'un des maillons de l'ancienne ceinture rouge, les habitants se perdent entre les responsabilités tantôt nationales, tantôt locales. «Nous ne sommes pas épargnés par le contexte national», confirme Claudine Cordillot, ancienne maire de la ville battue au second tour, mais que de nombreux Villejuifois appellent encore «Madame le Maire». «Les habitants, qui subissent des difficultés quotidiennes, avaient placé leurs espoirs dans le retour de la gauche au pouvoir. Mais ils ne voient toujours pas d'améliorations. Et ce qui est annoncé ne va certainement pas dans le bon sens.» L'élue, toujours présente au conseil municipal, regrette un «sentiment de déclassement» chez ses administrés qui en viennent à estimer que «la ville fait trop de social» en direction des plus défavorisés. «Le social, c'est aussi les crèches, les repas à domicile pour les seniors, les centres de santé...

Sur ses terres toulousaines, Coline espère un sursaut des citoyens au lendemain de cette giflle électorale. «L'échec des municipales doit bouger la population, provoquer un réveil. D'un mal peut sortir un bien. Beaucoup sont déçus par la politique menée depuis deux ans ? Qu'ils



rejoignent un vrai parti de gauche !» Selon cette militante, il n'y a pas cinquante solutions possibles : «La montée du FN signifie qu'il faut se mobiliser. La perspective passe par une écoute et un dialogue avec la population. Il faut rassembler autour de valeurs et d'un programme, repartir sur des bases communistes. Seule la mobilisation des militants peut faire revenir à la politique ceux qui s'en sont éloignés.»

## Comment refaire de la politique ?

Mais faudrait-il encore que les potentiels électeurs perçoivent des perspectives d'embellie. Et, selon Guy, elles ne sont pas au rendez-vous. Du moins, pas dans une politique de diminution des cotisations, et des impôts au seul profit du patronat. «Ça n'a jamais aidé l'emploi, au contraire. Ces aides permettent de financer les plans de licenciements.» Face à cette situation, le militant syndical revient à ses fondamentaux : «Il faut interdire les licenciements non justifiés et, puisqu'il y a de plus en plus de travailleurs pauvres, il faut augmenter le Smic et les bas salaires.» Que le gouvernement Valls puisse aller dans ce sens ? Il n'y croit pas un seul instant. «Une perspective ne peut se construire qu'à la gauche du PS. Ceux qui, dans le Parti socialiste, sont mécontents de la politique menée doivent se rassembler et s'engager pour leurs idées.» Quand on évoque le nom de Valls, Hafid reste dubitatif : «Celui qui arrive au pouvoir oublie d'où il vient», assure ce travailleur social à la retraite, par ailleurs militant associatif dans un quartier de Toulouse. «Les électeurs voulaient sanctionner Hollande, ils ont sanctionné toute la gauche. Ayant peur de l'avenir, ils tentent le diable.» Ces résultats électoraux questionnent Hafid : «Pourquoi ont-ils déserté la gauche ? Comment repolitiser toute cette jeunesse ? Beaucoup sont formatés, il n'y a plus de débats d'idées.» En 2005, pourtant, la situation était bien différente. Même si par la suite... «Nous avons voté contre la constitution européenne et elle a été appliquée quand même via le traité de Lisbonne.» Dans les quartiers, cette désillusion pourrait prendre des formes violentes. «Si un jeune de banlieue n'a plus d'espoir, il va déraiser.» Presque naturellement, Hafid n'attend pas grand-chose du nouveau gouvernement pour changer la donne. Selon lui, la solution est à rechercher ailleurs, notamment au contact des gens : «La gauche doit investir le terrain, faire de la proximité, discuter avec la population. Il est possible de construire une politique de gauche. Si on peut pousser

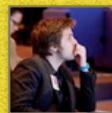
Hollande vers la droite, on peut aussi le pousser vers la gauche.»

humanite.fr

## François Hollande reçoit à déjeuner trois économistes qui plaident pour la fin du SMIC



A l'Élysée, en avril 2014 (photo MaxPPP)



Antoine Bayet  
antoine.bayet@europe1.fr

François Hollande est-il en manque d'idées sociales-libérales ? Les trois économistes Philippe Aghion, Gilbert Cette, et Elie Cohen, récents auteurs de l'ouvrage *Changer de modèle*, de nouvelles idées pour une nouvelle croissance (éditions Odile Jacob), très critique contre la politique économique conduite par François Hollande depuis 2012, vont en tout cas aller lui glisser leurs conseils sur la manière de réformer la France, mardi 15 avril.

Une rencontre entre François Hollande et ces trois économistes apôtres du social-libéralisme version 2014 figure en effet à l'agenda officiel du président de la République, pour un déjeuner, mardi 15 avril.

Dans leur ouvrage, qui a bénéficié d'un large relais dans les médias, les trois économistes critiquent une France prisonnière d'un vieux logiciel de pensée, de la base à son élite. Ils regrettent par exemple la "doxa keynésienne, utile en son temps, (qui) n'est plus vraiment adaptée au contexte d'une économie mondialisée".



Ils n'hésitent pas, également, à bousculer quelques croyances de gauche, en réclamant, par exemple, la fin du SMIC.

Tapez pour saisir le texte

*En constituant un obstacle à l'amélioration des revenus des personnes qui ne parviennent pas à trouver un emploi ou à augmenter leur nombre*

Sur ce point, ils rejoignent les prises de positions successives des socialistes Pascal Lamy, ou Hubert Védrine.

Si François Hollande cherche des idées iconoclastes, voilà un déjeuner qui devrait assurément lui en fournir.

lelab.europe1.fr

## VIII) Valls menacé de blocages par les syndicats, pressé d'agir par le patronat



FO craint que la baisse des cotisations patronales et salariales ne mette en danger l'avenir du financement de la protection sociale. (Photo : Reuters)

Force ouvrière a annoncé qu'elle ne participera pas à la conférence sociale annoncée pour l'été, si celle-ci doit porter seulement sur le Pacte de responsabilité. La CGT a menacé une mobilisation, si l'emploi et le salaire ne sont pas

inscrits à l'ordre du jour.

Opération séduction... ratée? Reçues ce vendredi par Manuel Valls et les ministres de l'Economie, du Travail et de la Fonction publique, la CGT et Force ouvrière (FO) sont restés "sur leur faim", selon l'agence Reuters.

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, a annoncé qu'il n'était pas question pour son organisation de participer à la conférence sociale annoncée par Manuel Valls pour le début de l'été, s'il s'agissait spécifiquement d'une réunion sur le Pacte de responsabilité, qui prévoit moins de charges pour les entreprises en échange d'embauches et d'investissements de la part des entreprises.

## Craintes pour le financement de la protection sociale

Ce n'est pas seulement la logique du Pacte que conteste la FO, mais aussi "les risques sérieux sur les prestations sociales" que celui-ci impliquerait. Les baisses de cotisations sociales patronales - à hauteur de 10 milliards d'euros - et salariales, sur lesquelles il est fondé, mettraient en effet en danger l'avenir du financement de la protection sociale, craignent la FO et la CGT.

Selon Jean-Claude Mailly, le gouvernement envisage notamment de baisser les cotisations patronales pour les accidents du travail et les maladies professionnelles, ainsi que les cotisations retraite des salariés modestes. L'entourage du Premier ministre a toutefois fait savoir que ces exonérations "n'auraient aucune incidence sur les droits à la retraite des salariés" et seraient compensées par l'Etat.

En outre, les représentants salariaux déplorent que le Premier ministre n'ait pas précisé la façon dont il compte relever le défi imposé par François Hollande de relancer l'emploi et l'investissement tout en réduisant les dépenses publiques de 50 milliards d'euros en trois ans. "Malheureusement, nous en sommes encore au questionnement", a ainsi commenté Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT.

## Menace d'une mobilisation de rue

FO et la CGT, hostiles au Pacte de responsabilité,



veulent donc mettre aussi l'emploi, les salaires, les services publics et la protection sociale à l'ordre du jour de la prochaine conférence sociale.

Reçu en premier, Thierry Lepaon, a brandi la menace d'une mobilisation dans la rue sur ces thèmes, en particulier pour exiger des négociations salariales.

"Il faut que les salariés fassent irruption sur le terrain social", a-t-il dit. "Ils auront l'occasion de le faire le 1er mai mais aussi dans plusieurs journées interprofessionnelles et professionnelles que nous allons organiser."

## **L'appel de la CFTC au patronat**

De son côté, la CFTC a pris ses distances avec les appels à la mobilisation de la CGT.

*"Je pense qu'il faut que ce soient les entreprises qui se mobilisent. Je ferais plus un appel à M. Gattaz", le président du Medef, a déclaré le président du syndicat, Philippe Louis, cité par Reuters. "Il faut que M. Gattaz demande à ses entreprises de se mettre autour de la table."*

Le président s'est en effet dit frustré par la lenteur des négociations dans les branches sur les contreparties du pacte en matière d'emploi, prévues dans un accord signé par la CFTC et la CFDT avec le patronat.

"On a des retours de nos négociateurs selon lesquels, quand des négociations s'engagent, on est plus sur le maintien d'emplois que sur la création d'emplois", a expliqué Philippe Louis. "On a demandé au Premier ministre de raisonner le patronat et de le mettre autour de la table. Je pense que le Premier ministre est conscient du bras de fer qui est en train de s'engager avec le patronat", a-t-il ajouté.

## **Le Medef pointe la "nervosité" des chefs d'entreprise**

Du côté des patrons, le Pacte de responsabilité et les réductions de dépenses publiques recevaient un accueil plus positif. Pour sa part, le président du Medef, Pierre Gattaz, a dit avoir demandé que les mesures de renforcement de la compétitivité des entreprises prévues dans le Pacte de

responsabilité soient "impérativement" inscrites dans la loi "avant l'été".

"Nous avons rappelé l'urgence de la situation économique du pays et la grande nervosité des chefs d'entreprise que nous voyons tous les jours, qui ne voient rien venir et qui sont toujours en crise", a déclaré Pierre Gattaz à l'AFP, à l'issue de sa rencontre avec Valls.

## **La CGPME demande d'abaisser plus rapidement le taux de l'IS**

Le président de la CGPME, Jean-François Roubaud, a dit soutenir le pacte, qui "va dans le bon sens", tout en regrettant un volet fiscalité trop orienté vers les grandes entreprises. Il a également jugé trop lointain l'horizon de 2020 fixé par Manuel Valls pour l'abaissement du taux nominal de l'impôt sur les sociétés (IS) à 28% au lieu de 33,3%, en souhaitant qu'une étape intermédiaire "de l'ordre de 30%" en 2016 soit annoncée "très rapidement".

## **Les artisans souhaitent une accélération du calendrier**

Quant aux artisans, ils ont aussi demandé au Premier ministre d'accélérer le calendrier du pacte de responsabilité et d'adopter des mesures immédiates face aux "disparitions" d'entreprises artisanales.

*"Nous lui avons dit que 2015, c'est trop tard, 2016 c'est encore beaucoup trop tard. C'est immédiatement qu'il faut que des mesures soient prises, avec un budget rectificatif éventuellement", a déclaré à l'AFP Jean-Pierre Crouzet, le président de l'organisation patronale des artisans, l'UPA. "Compte tenu aujourd'hui du nombre d'entreprises qui disparaissent, il y a urgence", a-t-il insisté.*

"Le Premier ministre a été attentif à nos propos mais nous attendons maintenant les décisions qui seront prises : nous allons les suivre et de très près", a averti le représentant des artisans, rappelant que ces derniers sont forts de 1,3 million d'entreprises et 4 millions de personnes.

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**